

ISLAM, MIGRATIONS ET DÉFI SPIRITUEL

Maurice Borrmans*

Cette étude nous propose une réflexion sur les problèmes liés à l'intégration des diasporas musulmanes en Occident et aux chances qui sont accordées au dialogue interculturel et interreligieux au sein de ces sociétés désormais pluralistes. La première partie présente un état des lieux des nouvelles présences de Chrétiens en pays islamiques et des migrations de Musulmans en Occident européen afin d'évaluer les problèmes de leur intégration. La 2^{ème} partie expose les éléments du patrimoine qui sont communs à tous les Musulmans malgré la variété de leurs écoles et malgré leurs divisions. La 3^{ème} partie situe les communautés musulmanes, issues de diasporas, installées en Occident. La 4^{ème} partie énonce les multiples problèmes à résoudre engendrés par les définitions diversifiées de l'identité musulmane et par l'image générale de l'Islam contemporain qui est donnée au monde. La 5^{ème} partie décrit les perspectives possibles d'un dialogue souhaitable sur le plan culturel comme sur le plan spirituel, alors que la 6^{ème} partie rappelle l'importance de l'enjeu au vu du succès actuel remporté par le fondamentalisme islamique qui, sous de multiples formes, constitue un défi politico-religieux des plus sérieux. Est-il possible d'aller plus loin?

Mots-clés : Islam; Diaspora musulmane; Dialogue interculturel; Dialogue interreligieux

This study intends to reflect on the problems of the integration of the Muslim Diasporas in the West, and on renewed chances for a intercultural and inter-religious dialogue, in many pluralist societies. Its first part deals with the new presence of Christians in Islamic countries, and the migrations of Muslims to Western Europe in order to evaluate integration problems. The second features, opportunely, the common heritage to all the Muslims within the variety of their

* Maurice Borrmans, des Missionnaires d'Afrique (Pères Blancs), est né à Lille, France, en 1925. Après des études de théologie en Tunisie, il a été ordonné prêtre en 1949, puis a poursuivi des études supérieures d'arabe et d'islamologie, tant à Tunis qu'à Alger, ce qui l'a amené à un Doctorat en Sorbonne à Paris (1971). Après vingt ans d'activités d'enseignement et de pastorale en Afrique du Nord, il est devenu professeur au Pontificio Istituto di Studi Arabi e d'Islamistica (PISAI) de Rome, dont il a dirigé la revue *Islamochristiana* de 1975 à 2004. Spécialiste de droit islamique et de spiritualité musulmane, il a publié, entre autres livres, *Dialogue islamo-chrétien à temps et contretemps* (Versailles, Saint-Paul, 2002) et *Jean-Mohammed Abd-el-Jalil, témoin du Coran et de l'Évangile* (Paris, Cerf, 2004).

schools and two branches. A third part enumerates the multiple difficulties faced by the Muslim Diasporas in the West. The fourth outlines what are the problems to be solved that depend on diversified definitions of identity and global image that the contemporary Islam shows to the world. A fifth part describes the possible outlooks for a desirable cultural and spiritual dialogue. Finally, a sixth part reminds us the importance of the challenge, considering the current success of the Islamic fundamentalism that, in many ways, constitutes a serious political-religious challenge. Is it possible to go further?

Keywords: *Islam, Muslim Diaspora; Intercultural dialogue; Inter-religions dialogue*

Si les Musulmans sont aujourd'hui plus d'un milliard, peuplant surtout le monde arabe et les grands pays de l'Asie méridionale tels que le Pakistan, l'Inde, le Bangladesh et l'Indonésie, qui sont des pays traditionnellement considérés comme constituant la Demeure de l'Islam (*Dâr al-Islâm*), ils n'en sont pas moins désormais présents sur tous les continents, suite aux migrations qu'engendrent la modernisation et la globalisation. Il convient donc de prendre en considération l'état actuel des présences chrétiennes en pays majoritairement musulmans et des présences musulmanes en pays traditionnellement chrétiens. S'il s'avère que les Musulmans sont divisés, se répartissant en Sunnites majoritaires, en Shî'ites de diverses obédiences et en Khârijites minoritaires, ils n'en partagent pas moins le même credo tout comme ils pratiquent les mêmes rites et vivent un même idéal éthique. Il est donc important de savoir que ce patrimoine commun trouve son origine dans le texte fondateur, le Coran, et dans la vie exemplaire de Mahomet, la Sunna, sources fondamentales qui ont été diversement interprétées au cours des siècles dans la grande variété de leurs écoles canoniques et de leurs systèmes théologiques. Où qu'ils soient aujourd'hui, ces Musulmans ont un rapport spécifique avec la société où ils vivent, surtout s'ils sont minoritaires, d'où la nécessité d'envisager la situation juridique de leurs communautés et les problèmes engendrés par leurs migrations. C'est tout cela qu'il faut considérer pour attribuer actuellement au dialogue islamo-chrétien des chances qui aillent au-delà de la simple coexistence ou des possibilités de collaboration: ce dialogue peut-il aboutir à des échanges culturels, voire à des émulations spirituelles? Telles sont les articulations essentielles de cette étude qui n'entend pas être exhaustive pour autant. Elle se situe néanmoins dans les perspectives de la récente *plenaria* du Conseil Pontifical pour la pastorale des migrants et des personnes en déplacement qui avait pour thème " les migrations vers les pays musulmans ou à partir des pays musulmans ".

1. Migrations musulmanes et chrétiennes: nouvelles "présences"

1.1. *Présences chrétiennes en "pays musulmans"*

En 1995, on estimait qu'au Proche-Orient arabe les Chrétiens (qui y sont les derniers témoins des antiques Eglises apostoliques) étaient près de 7 millions, dont la moitié en Egypte. D'autres statistiques majoraient plus ou moins ce nombre. En bref, les Chrétiens représenteraient 6% de la population en Egypte, 4% en Jordanie, de 2 à 4% en Palestine et Israël, 3% en Irak, de 7 à 10% en Syrie et 43% au Liban. Dans la diversité de leurs confessions (orthodoxes, catholiques, réformés) et de leurs rites (grecs, coptes, maronites, syriaques, arméniens, chaldéens, latins), mais rassemblés, depuis 1988, dans l'unique Conseil des Eglises du Moyen-orient, ils jouissent d'une relative autonomie juridique (statut personnel spécial pour le droit de la famille), voire judiciaire dans certains cas. Liberté de culte et d'enseignement, collaborations plus ou moins confiantes, interdiction de toute conversion, citoyenneté limitée, telle est leur situation dans l'ensemble, mais les derniers événements politiques et le réveil du fondamentalisme islamique font que beaucoup d'entre ces Chrétiens émigrent vers l'Europe ou l'Amérique. Toutes leurs Eglises y ont diocèses et institutions. Bien des Musulmans en font, d'ailleurs, tout autant pour des raisons souvent similaires. En Turquie, les Chrétiens seraient, toutes dénominations comprises, environ 400.000 (dont 30.000 catholiques) sur une population globale de 66 millions d'habitants, selon l'*Annuario Pontificio* de 2001, mais seules les minorités grecque-orthodoxe et arménienne-grégorienne y voient leur statut réglé par le traité international de Lausanne de 1923. La laïcité turque demeure profondément marquée par son patrimoine historique islamique. Quant à la République Islamique d'Iran, selon la même source, on y compterait 360.000 chrétiens (dont 16.000 catholiques) pour un ensemble de 67.700.000 habitants.

L'Afrique du Nord, qui a vu le départ massif de ses populations européennes après les récentes indépendances, compte actuellement d'infimes minorités de Chrétiens dont la présence n'est justifiée que par les développements économiques de la région. Cette situation est précaire, mais aussi privilégiée à cause des relations permanentes entretenues par le Maroc, l'Algérie et la Tunisie avec leurs importantes diasporas en Europe occidentale. Toujours selon le même *Annuario*, les Chrétiens seraient 4.500 en Mauritanie, 24.000 au Maroc, 2.650 en Algérie, 22.000 en Tunisie et 85.000 en Libye. C'est dans ce dernier pays que les immigrations temporaires s'avèrent importantes. L'Eglise catholique dispose, dans tous

ces pays, d'institutions culturelles et éducatives, ainsi que d'un statut juridique adéquat, grâce à une liberté de culte et d'association reconnue et pratiquée.

Les pays de la zone arabe, qui n'avaient guère connu de présences chrétiennes depuis quatorze siècles, ont vu affluer, depuis un demi-siècle, une extraordinaire multitude de techniciens ainsi qu'une main d'œuvre venue de tous les pays du monde. Les six pays du Conseil de Coopération du Golfe (sauf l'Arabie Séoudite) et le Yémen ont une attitude d'accueil qui respecte les libertés religieuses essentielles, ce qui permet au Vicariat Apostolique d'Arabie (avec son siège à Abû Dhabî) et à celui du Koweït d'assurer le service pastoral de nombreuses communautés chrétiennes immigrées. Le même *Annuario* signale la présence de 151.000 catholiques au Koweït sur une population de 2 millions d'habitants et de 1.300.000 catholiques parmi les étrangers résidant dans le reste des pays arabes, qui compterait 42.250.000 habitants au total. L'Église assure ainsi, en toute liberté, le service des 30.000 catholiques de Bahrayn (sur 690.000 habitants), des 70.000 catholiques du Qatar (sur un million d'habitants), des 350.000 catholiques des Emirats Arabes Unis (sur les 2,5 ou 3 millions d'habitants) et des 70.000 catholiques de l'Oman (sur les 2,6 millions d'habitants), tandis qu'aucun service ne peut être assuré pour les catholiques d'Arabie Séoudite (ils y sont plus de 1.200.000 sur un ensemble de 20 millions d'habitants). Quant au Yémen qui compte près de 20 millions d'habitants, on n'y connaît qu'une infime minorité d'étrangers (dont 3.000 catholiques environ).

Que dire des autres pays musulmans du monde? Le Soudan constitue un cas spécial avec ses 30 millions d'habitants majoritairement musulmans: on y compte 500.000 catholiques dans les 2 diocèses du Nord (2% de la population) et 1.500.000 catholiques dans les 7 diocèses du Sud (20% de la population). Les récents accords de réconciliation nationale devraient y mettre fin à la volonté gouvernementale d'imposer partout l'application de la Loi islamique, afin de garantir partout le respect des droits de l'homme. Les autres pays d'Afrique, surtout ceux du Sahel où les Musulmans sont majoritaires, ont su organiser des rapports souvent égalitaires entre tous leurs citoyens dans le cadre d'Etats de droit où règne une certaine laïcité. On sait que les Musulmans représentent 86% de la population au Sénégal, 60% au Mali, 60% en Guinée, 25% au Burkina Faso, 89% au Niger, 46% au Nigeria, 47% au Tchad, 8% au Kenya, 32% en Tanzanie, 36% en Ethiopie et 70% en Erythrée, tandis que les Somalies sont musulmanes à 100%. En tous ces pays, hormis les derniers, les communautés chrétiennes locales sont florissantes et bénéficient du prestige social et culturel de leurs institutions éducatives et hospitalières. Mais ce sont les grands pays de l'Asie

méridionale qui doivent donner à réfléchir, mis à part le cas de l'Union Indienne qui compte plus d'un milliard d'habitants dont 107 millions de musulmans et 62 millions de chrétiens (dont 15.500.000 catholiques). Le Pakistan, avec ses 156.500.000 habitants, voit ses 3.800.000 chrétiens (dont 1.200.000 catholiques) rassemblés dans un collège électoral distinct et jouissant de droits relatifs dans le cadre d'une "loi du blasphème" qui n'est pas sans danger. Le Bangladesh, avec ses 129 millions d'habitants, voit ses 1.500.000 chrétiens (dont 235.000 catholiques) connaître une situation assez similaire. Dans la Fédération malaise, où ne seraient chrétiens que les Chinois et les Indiens immigrés de longue date, des lois limitent étrangement l'usage du vocabulaire religieux malais par les non musulmans. L'Indonésie enfin, qui compte 212 millions d'habitants dont 27.800.000 chrétiens, parmi lesquels 5.700.000 sont catholiques, se vante, à juste titre, de pratiquer un pluralisme de qualité qui s'inspire des principes de sa *Penca Sila*, non sans connaître cependant des problèmes de coexistence entre ses communautés religieuses, tout comme il en existe dans le Sud des Philippines voisines, pays qui compte plus de 60 millions d'habitants presque tous catholiques avec une forte minorité de musulmans en ses îles méridionales, soit 3.270.000 personnes.

1.2. *Présences musulmane en pays traditionnellement chrétiens*

En Europe, la péninsule des Balkans et les pays de l'Est disposent de minorités musulmanes depuis longtemps, ce qui explique que l'*Encyclopaedia Britannica*, en 1997, donnait un ensemble de 31.347.000 musulmans pour une Europe de 729.169.000 habitants. Xavier Bougarel et Nathalie Clayer, dans *Le Nouvel Islam Balkanique*, proposent les chiffres de 34.610.000 musulmans dans l'ex-Union soviétique (y compris ses provinces asiatiques), 2.480.000 musulmans dans l'ex-Yougoslavie, 670.000 musulmans en Bulgarie et 150.000 musulmans en Grèce. Mais qu'en est-il exactement des nouvelles présences musulmanes en Europe occidentale où des phénomènes migratoires successifs les ont amenées depuis près d'un siècle? Les chiffres proposés pour l'an 2000 par Felice Dassetto, Brigitte Maréchal et Jorgen Nielsen dans leur livre *Convergences musulmanes: aspects contemporains de l'Islam dans l'Europe élargie*, se répartissent comme suit. En Allemagne, il y avait 3.040.000 musulmans, dont 2.300.000 Turcs (soit 3 % de la population). La Belgique comptait 370.000 musulmans, dont 165.000 Marocains et 100.000 Turcs (soit 3,8% de la population). Les Pays Bas avaient 696.000 musulmans, dont 284.000 Turcs et 247.000 Marocains (soit 4,6% de la population). La Grande Bretagne estimait avoir 1.400.000 musulmans, presque tous

de nationalité britannique et provenant principalement de la péninsule indienne (770.000), soit 2,5% de la population. La France, pour sa part, estimait avoir entre 4 et 4,5 millions de musulmans, dont presque la moitié devenus citoyens français: ceux qui y demeuraient étrangers étaient environ 1.500.000 Algériens, 1.000.000 Marocains, 350.000 Tunisiens, 350.000 Turcs et 250.000 originaires d'Afrique sub-saharienne, soit au total 7% de la population. L'Espagne avait 300.000 musulmans, dont 170.000 Marocains (soit 0,7% de la population). Quant à l'Italie, elle recensait 600.000 musulmans, dont 150.000 Marocains, 92.000 Albanais, 50.000 Tunisiens, 35.000 Sénégalais et 26.000 Egyptiens (soit 1% de la population). La Suisse, de son côté, a vu sa population musulmane passer de 16.353 en 1970 à 56.625 en 1980, sur une population totale de 6.365.960 habitants: ils y seraient aujourd'hui plus de 100.000. Tels sont les chiffres qui parlent d'eux-mêmes sur les nouvelles diasporas musulmanes en Europe occidentale. Quant au continent américain, selon la même *Encyclopaedia Britannica*, les musulmans y étaient, en 1997, 280.000 au Canada (sur 30 millions d'habitants), 3.770.000 aux Etats-Unis (sur environ 260 millions d'habitants), 520.000 en Argentine (sur 35.430.000 habitants), et des minorités de moindre importance dans les autres pays du même continent.

2. Le patrimoine commun de tous les Musulmans

Qu'ils soient sunnites, shî'ites ou khârijites, qu'ils soient arabes ou non arabes, tous les Musulmans ont en commun le même credo, les mêmes rites et le même idéal moral, c'est-à-dire une même manière de croire et de vivre qui leur est enseignée par la société où ils ont grandi, qu'il s'agisse de la vie individuelle ou communautaire. A la source même de ce patrimoine commun, il y a le message délivré par le livre fondateur qu'est le Coran ainsi que la vie exemplaire du prophète de l'Islam, Mahomet. Il est donc nécessaire d'en connaître l'essentiel puisque cela fait partie de l'identité même de chaque musulman, quel que soit l'endroit où il est amené à vivre. L'Islam est, en effet, une parfaite "religion du Livre", puisque tout est dit dans le Coran, le livre saint des musulmans que beaucoup s'attachent à connaître par cœur. Cet enseignement transmis par Mahomet aux siens, de 610 à 632, correspond parfaitement, selon les musulmans, à la Parole éternelle de Dieu (*Allâh*): tout y est dit de Dieu, de l'homme et de l'histoire. Le croyant y trouve l'expression de la volonté divine quant à ses rapports avec le divin et avec ses semblables. Révélation absolue, ce livre est donc considéré comme incréé et ne tolère que des commentaires explicatifs, surtout pour en déduire la Loi divine qu'est la *Sharî'a*. Comme tout n'y est pas dit, les

musulmans pensent trouver dans les “dits, faits et gestes” de Mahomet (la Tradition ou Sunna) la source secondaire de leur foi et de leur éthique. On peut alors comprendre leur attachement inconditionné à leur Livre et à leur Prophète: nulle critique ou dérision ne peut leur être adressée.

Le credo musulman se développe en six articles. Il s’agit de “croire en Dieu, en Ses Anges, en Ses Livres, en Ses Prophètes et Envoyés, au Jour Ultime et en la Prédestination”. La “profession de foi” (*shahâda*) (“Il n’y a de dieu que Dieu et Mahomet est l’Envoyé de Dieu”) dont le prononcé fait de tout être humain un musulman, correspond au 1^{er} article: Dieu est l’Unique et on ne saurait l’approcher qu’en méditant ses 99 Beaux Noms que révèle le Coran. L’Islam est la religion du monothéisme le plus strict, tel que Dieu l’aurait inscrit dans le cœur d’Adam et de tous ses descendants: Dieu est Créateur, Providence et Juge, mais ses attributs les plus importants sont la justice, la miséricorde et le pardon. Avec le 2^{ème} article, il s’agit de croire aux Anges, surtout en Gabriel qui aurait transmis la prédication coranique à Mahomet de la part de Dieu. L’ange rebelle, Satan, est l’ennemi déclaré du genre humain et s’emploie donc à le détourner de sa “soumission” (*islâm*) à Dieu. A cause du 3^{ème} article, les musulmans croient qu’il y a 4 livres révélés par Dieu: la Torah à Moïse, le Psautier à David, l’Evangile à Jésus et le Coran à Mahomet, mais il reste entendu que la Torah et l’Evangile qui sont dans les mains des juifs et des chrétiens sont des livres falsifiés et transformés qui ne reproduisent pas la version authentique du Livre parfait dont le Coran est la version dernière et définitive, tandis que le Psautier, sans importance, n’apporte aucune loi nouvelle. Tout est donc dans le Coran, Livre inimitable et incomparable où les musulmans entendent trouver réponses à tous leurs problèmes. Les Prophètes et Envoyés font l’objet du 4^{ème} article. Ils sont au nombre de 25 et 21 voient leur nom cité dans la Bible: Adam, Noé, Enoch, Abraham, Ismaël, Isaac, Lot, Jacob, Joseph, Moïse, Aaron, David, Salomon, Elie, Elisée, Job, Josué, Jonas, Zacharie, Jean, et Jésus, auxquels s’ajoutent 3 prophètes arabes Hûd, Sâlih et Shu’ayb, Mahomet étant le dernier et le “sceau des prophètes”. Tous sont censés être fidèles, infaillibles et impeccables, et leur message est le même: adorer le Dieu unique, lui vouer un culte pur et obéir à ses commandements (la Loi), en vue du succès final. Le 5^{ème} article a trait à l’Eschatologie: les musulmans croient qu’il y aura une résurrection générale, un jugement universel et une rétribution définitive, en bien (dans le “jardin”) pour les justes-monothéistes et en mal (dans le “feu”) pour les injustes-polythéistes. Quant au 6^{ème} article, il affirme une Prédestination plus ou moins absolue, Dieu étant le créateur des actes humains et la responsabilité de l’homme étant plutôt limitée, sinon extrinsèque.

Si leur credo est important pour les musulmans, leur culte l'est davantage, car l'*islâm* est d'abord une pratique. Il comporte 5 "piliers" dont le 1^{er} est cette profession de foi qui vaut adhésion à l'Islam. Le 2^{ème} rite est cette brève prière (*salât*) à répéter 5 fois par jour en des heures ou périodes précises, dans la direction de La Mecque, après des purifications mineures ou majeures en fonction d'un état d'impureté mineure ou majeure. Faite individuellement, elle doit l'être communautairement, le vendredi midi, avec sermon en exorde. L'aumône (*zakât*), 3^{ème} pilier, consiste en une "dîme" sur tous les bénéfices de l'année, intégrée dans les impôts, à laquelle s'ajoutent les aumônes de générosité personnelle. Le 4^{ème} pilier consiste dans le jeûne (*siyâm*) du mois de ramadân, jeûne diurne qui permet festivités et prières de nuit et n'est pas sans problème pour la vie économique: c'est aussi un mois d'affirmation identitaire pour les musulmans. Le pèlerinage à La Mecque (*hajj*), 5^{ème} pilier, est obligatoire, une fois dans la vie, pour qui en a les moyens: il permet aux musulmans de pratiquer un retour aux sources de leur histoire et d'y faire l'expérience du repentir (*tawba*).

Ce credo et ce culte s'explicitent enfin dans une morale bien ordonnée qui rejoint celle des 10 Commandements du Sinaï et qui s'exprime dans cette Loi positive divine, la *Sharî'a*, dont l'essentiel est fourni par le Coran et la Sunna et les détails élaborés par les écoles canoniques, les écoles hanafite, mâlikite, shâfi'ite et hanbalite pour les Sunnites, et l'école ja'farite pour les Shî'ites. Récusant tout droit naturel, les musulmans sont convaincus que Dieu est le meilleur des législateurs et que sa volonté expresse, exprimée dans la *Sharî'a*, garantit la meilleure organisation de la vie autour du culte et de la vie culturelle des croyants, ainsi que de leur vie économique, juridique et politique dans le cadre d'une structure d'ensemble où l'Etat en assume l'application, l'interprétation et la transmission. C'est alors qu'est idéalisée, à leurs yeux, leur appartenance à la "meilleure communauté" jamais créée par Dieu, à savoir la "Demeure de l'Islam" (*Dâr al-Islâm*), "Demeure de la Paix et de la Justice" sur terre. Le reste du monde est alors considéré comme étant la "Demeure de la Guerre" (*Dâr al-Harb*) ou une "Demeure (temporaire) d'Armistice" (*Dâr al-Sulh*), qu'il faudrait gagner à l'Islam, "de gré ou de force". Et tout ceci n'est pas sans façonner les mentalités collectives quant à l'intégration sociale et au regard sur "l'autre"

3. La situation spécifique des musulmans en diasporas européennes ou américaines

Les études n'ont pas manqué, en chaque pays d'accueil, pour analyser de près l'importance relative de ces communautés musulmanes, leurs provenances spécifiques, leur intégration plus ou moins réussie, leurs organisations nationales ou régionales, leur "demande" religieuse ou culturelle, etc... L'Islam est loin d'être monolithique et chaque pays où l'Etat moderne est devenu lui-même législateur représente désormais une manière spéciale d'être musulman. Il y a donc une manière turque, tunisienne ou marocaine d'être musulman, pour ne prendre qu'un exemple quand il ne s'agit que des seuls Sunnites, tout comme les Shî'ites duodécimains de l'Iran sont différents des Ismaélites de l'Agha Khân et des Zaydites du Yémen des montagnes! La diversité des pays de provenance et la variété même des pays d'accueil engendrent donc des situations des plus complexes. Dans l'ensemble, les musulmans qui ont émigré en Europe ou en Amérique, hormis le cas des réfugiés politiques ou des "intellectuels" et des "techniciens" qui ont émigré par choix strictement personnel, y sont venus pour chercher un travail que le développement économique leur facilitait tout autant. Peu à peu, cependant, on est passé d'une immigration du travail, particulièrement masculine, à un regroupement des familles et, par suite, à la reconstitution d'éléments des sociétés d'origine, avec le risque d'y voir naître des ghettos. Dans certains pays, on en est actuellement à la 3^{ème}, voire à la 4^{ème} génération, ce qui entraîne une intégration plus ou moins bien réussie avec l'apparition d'un "Islam d'Europe" aux définitions ambiguës. Il est vrai que les lois d'acquisition de la citoyenneté varient souvent, selon qu'elles sont régies par "le droit du sol" ou "le droit du sang". Qui plus est, il en résulte souvent des situations de "double nationalité", ce qui n'est pas sans créer bien des confusions au plan des droits applicables, surtout en matière de statut personnel (famille et filiation), d'autant plus que la jurisprudence des tribunaux européens en matière de conflit international de droit privé varie souvent avec les Etats.

Qu'en est-il alors des chances d'intégration de ces musulmans dans les sociétés européennes ou américaines dont ils sont encore les hôtes ou dont ils sont devenus les citoyens? Certains seraient tentés de réduire le problème à une demande formulée en termes plutôt simplistes: l'Europe (ou l'Amérique) est-elle une "chance pour l'Islam", et l'Islam serait-il une "chance pour l'Europe" (ou l'Amérique)? Question des plus ambiguës, qui en cache beaucoup d'autres et qui suppose que nous devons préciser le contenu même des termes utilisés ici. En effet, les musulmans sont loin d'avoir une vision unitaire de leur islam. Pour certains, c'est une attitude religieuse

où la soumission à Dieu développe une foi, un culte et une morale qui s'expriment en des formes éminemment personnelles et communautaires; pour d'autres, c'est une organisation juridique, sociologique et politique de la société avec une Loi (*Sharī'a*) qui en régleme tous les aspects; pour d'autres encore, c'est une philosophie de la transcendance qui inspire un humanisme de la sagesse au service de la justice et de la vérité; pour un dernier groupe enfin, c'est une expérience ascétique et mystique qui tend à rapprocher de Dieu grâce à une discipline intérieure des plus rigoureuses. Si les musulmans immigrés se rattachent à l'une ou l'autre de ces visions de leur propre islam, on comprend que les questions qui se posent à eux s'en trouvent plus ou moins diversifiées, facilitant d'autant leur intégration ou s'opposant à celle-ci au nom d'une identité en mal de définition. Il est certain que diffèrent alors les attitudes de ceux qui demeurent citoyens de leur pays d'origine, celles de ceux qui se naturalisent ou sont naturalisés, et celles de ceux qui bénéficient d'une double nationalité, sans parler de celles des Européens convertis à l'islam pour diverses raisons.

Leur possible intégration dans le contexte culturel européen ou américain dépend donc de la manière même suivant laquelle ils vivent leur islam. Nombre de musulmans sont particulièrement attentifs aux valeurs que leur transmettent le Coran et la Sunna par le canal des écoles coraniques ou des confréries religieuses, d'une part, et par le truchement des facultés officielles des "fondements de la religion", d'autre part. Traditionalistes, ils vivent les vertus de "l'homme biblique" qui sont communes à tous les monothéismes: foi et résignation, confiance et sérénité, obéissance et sagesse, solidarité humaine et hospitalité fraternelle. Il y a également ceux qui ont décidé de pratiquer un islam réformé, purifié des apports d'une histoire controversée: ils ramènent volontiers leur islam à ses composantes essentielles quant à la foi et au culte, et l'estiment compatible avec le monde moderne et ses exigences. Pragmatiques en politique, ils s'accommodent aussi des situations les plus contradictoires et constituent souvent les cadres actuels de leurs communautés religieuses. Un autre islam, moderniste et laïque, se contente de grands principes éthiques qui l'incitent à l'engagement social et politique: ses adeptes en font une culture et un esprit qui encouragent à promouvoir, pour tous, le progrès, la justice et la civilisation. D'autres musulmans, fondamentalistes ou intégristes, exigent par contre un retour intransigeant à un islam radical: contestataires des idéaux occidentaux et partisans d'une application intégrale de la Loi islamique, ils considèrent que l'islam a des dimensions juridiques, économiques et politiques, d'où leur slogan "l'Islam est religion, société et Etat" (*al-Islâm dîn wa-dunyâ wa-dawla*). Et puisque le débat entre

ces diverses tendances ne trouve guère sa place dans les pays islamiques eux-mêmes, pour les "raisons d'Etat" que l'on sait (manque de liberté d'expression), il s'est plus particulièrement développé dans les sociétés européennes ou américaines d'accueil où les libertés démocratiques en permettent toutes les expressions. C'est dans ce sens que certains parlent d'une "Europe, chance pour l'islam".

Encore et toujours soutenues et contrôlées par leurs pays d'origine, les nouvelles communautés musulmanes d'Europe et d'Amérique se présentent donc profondément divisées face aux administrations locales ou nationales avec lesquelles elles ont à régler mille problèmes qui relèvent du culte, de la culture ou du droit des personnes, car les associations y sont nombreuses et leurs regroupements en fédérations reflètent toutes les tendances qui ont été évoquées. La laïcité pratiquée sous des formes très diverses en Europe et en Amérique leur laisse le choix entre une application des lois existantes (communes aux autres religions) ou bien une aide des Etats en vue de les rassembler pour une meilleure représentativité. En Espagne, le gouvernement a signé l'Accord de 1992 avec la Commission Islamique d'Espagne regroupant les 2 Fédérations d'associations agréées par lui en vue de réglementer leurs activités. En Italie, en l'absence d'un organisme commun qui puisse regrouper les 3 Fédérations d'associations, le gouvernement a inauguré une "consulta" pour savoir comment leur garantir un statut spécifique. En France, devant l'extrême diversité des associations et des fédérations, le gouvernement s'est vu obligé d'organiser des élections dans les lieux de culte des musulmans pour s'assurer des Conseils Régionaux et un Conseil National du Culte Musulman, non sans difficultés. En Belgique, l'Etat a reconnu l'islam comme "culte agréé" en 1978, mais il a dû intervenir pour pourvoir aux élections d'un Exécutif des Musulmans de Belgique (représentatif à la proportionnelle). En Allemagne, les régions ont à statuer en la matière et l'islam y est difficilement reconnu comme juridiquement "agréé", mais bénéficie de toutes les possibilités du droit commun pour les associations. Il en est de même en Grande Bretagne, où le droit en vigueur facilite même l'organisation "communautariste" des Fédérations musulmanes. Ce rapide état des situations juridiques, en certains pays, dit assez combien il est difficile de réglementer les relations des communautés musulmanes nouvelles avec les administrations locales ou nationales. A compliquer les choses viennent encore les contrôles et les interventions des représentants officiels des pays d'origine, qui entendent bien maintenir leurs concitoyens dans l'allégeance à l'islam de ces pays.

4. Les problèmes sans nombre qui se posent aux uns et aux autres

Les communautés musulmanes d'Europe et d'Amérique sont bien considérées, dans les opinions publiques, comme solidaires de l'Islam mondial et de l'image que celui-ci donne de lui-même sur la scène internationale. Pourquoi dispose-t-il des plus grandes richesses du pétrole et du gaz et souffre-t-il encore des maux d'un certain sous-développement économique? Pourquoi serait-il "l'homme malade" du XXI^{ème} siècle, alors que la Chine et l'Inde, après le Japon, ont rejoint le cortège des "grands de l'économie mondiale"? Pourquoi y observe-t-on un déficit de démocratie et un manque de promotion de la femme? Questions importantes auxquelles se sont ajoutées celles soulevées par les événements dramatiques du 11 septembre 2001 à New York et Washington, suivis par ceux de Madrid, de Londres et d'autres lieux, y compris en pays islamiques, dont les auteurs s'avèrent être des terroristes musulmans qui justifient leurs entreprises suicidaires au nom du Coran et de leur islam. Les interventions militaires en Afghanistan et en Irak, le conflit sans fin entre Israël et Palestiniens, les conflits internes de certains pays islamiques comme ceux d'Algérie et de Somalie, témoignent des graves difficultés qu'affrontent aujourd'hui les sociétés musulmanes. Certaines opinions publiques occidentales, européennes et américaines, expriment volontiers leur "islamophobie", tandis que de nombreux musulmans, chez eux, manifestent un "anti-occidentalisme" exacerbé! Qui plus est, les Organisations Islamiques internationales ne facilitent guère une compréhension réciproque entre les deux mondes, alors qu'elles entendent bien intervenir en Europe au nom d'une certaine orthodoxie islamique (cf. le Conseil européen de la *fatwâ* avec siège à Dublin). Le Congrès du Monde Musulman, créé en 1926 (avec siège actuel à Karachi), la Ligue du Monde Musulman, créée en 1962 (avec siège à La Mecque) et l'Organisation de la Conférence Islamique, créée en 1966 (avec siège à Jeddah), se trouvent être, directement ou non, sous l'influence de l'Arabie Séoudite dont on sait que l'islam officiel est celui de l'école canonique hanbalite d'interprétation rigoriste et puritaine. Les Déclarations des Droits de l'Homme proposées par ces Institutions stipulent que ces Droits sont à interpréter conformément aux dispositions de la *Sharî'a*, laquelle maintient une triple discrimination (entre musulman et non musulman, entre femme et homme, entre être libre et esclave). Or n'est-ce pas l'Arabie Séoudite qui a financé la construction des Centres islamiques prestigieux de Bruxelles, de Madrid, de Londres, de Rome et de Lyon, et qui en inspire le personnel et les publications?

Comment donc, dans un tel cadre d'ensemble, envisager l'intégration progressive des communautés musulmanes en Europe occidentale et en Amérique? Certaines d'entre elles réclament un statut spécifique: enseignement islamique à l'école, respect intégral des prescriptions alimentaires musulmanes, carrés réservés aux musulmans dans les cimetières, port du voile par les femmes, respect de leurs us et coutumes, institution d'un "statut personnel" musulman, etc... La France s'est vue appelée à réglementer le port du "foulard islamique" dans l'enseignement public primaire et secondaire, tout comme elle a organisé un corps d'aumôniers musulmans aux armées et aux prisons. Mais qu'en est-il partout des mosquées et de leur personnel, surtout quand il s'agit des prédications du vendredi et du ramadân? Nombreux sont les pays qui souhaiteraient une formation d'*imâm*-s prédicateurs en Europe même (au lieu d'avoir à recourir à des *imâm*-s "importés"!), mais quels en seraient les instituts responsables? Ces nouvelles communautés musulmanes, en Occident, ont donc à résoudre mille problèmes pour lesquels elles ont autant de réponses diversifiées en fonction de leurs origines, de leurs tendances et de leurs idéologies. Comment donc leur est-il possible de participer réellement au jeu démocratique des sociétés d'accueil dans la grande variété de leurs réalisations culturelles et politiques? Comment peuvent-elles y mieux distinguer le politique du juridique, du culturel et du religieux, d'autant plus que les laïcités pratiquées en Occident se différencient d'un Etat à un autre? Comment y voudraient-elles bénéficier des droits de l'homme, de la femme, de l'enfance et de la famille, tout en sauvegardant une identité qui les rattache encore à une "vision islamique" de ces mêmes droits? Comment adapter leurs pratiques culturelles et leurs associations religieuses aux contextes nationaux occidentaux où la pratique religieuse est avant tout une "affaire privée" ? Comment leur serait-il possible de développer, par choix préférentiel, ce qui, de leur tradition culturelle et religieuse, les rapprocherait davantage de ce qui constitue le patrimoine judéo-chrétien de la "personnalité de base" occidentale? Sont-elles prêtes, en matière de "libertés religieuses", à accepter la liberté de "changer de religion", alors que celle-ci se voit interdite dans les pays d'origine? Seraient-elles enfin capables d'intervenir pour une meilleure régulation des "mariages mixtes" entre partie musulmane et partie chrétienne, surtout en cas d'échec et d'attribution de la tutelle sur les enfants? Autant de questions auxquelles des groupes de dialogue devraient savoir proposer des réponses sages et équitables!

5. Quelques perspectives de dialogue interculturel et interreligieux

Refusant *Le choc des civilisations* de Samuel P. Huntington, il convient de dépasser *Le choc des ignorances* que dénonçait Edward Saïd, grâce à une éducation généralisée qui permette aux sociétés d'accueil et aux communautés immigrées de mieux se connaître réciproquement afin de faciliter d'autant plus les collaborations nécessaires au plan humain et les convergences souhaitables sur le plan spirituel. Participant d'un même monothéisme personneliste (à justifications théologiques diversifiées), chrétiens et musulmans n'adhèrent-ils pas aux mêmes valeurs fondamentales de vie, de vérité, de travail, de culture, de justice et de pardon ? L'admirable Message de Jean Paul II, du 1^{er} janvier 2001, l'a opportunément rappelé et fournit l'essentiel quant au *Dialogue entre les cultures pour une civilisation de l'amour et de la paix*.

En effet, les musulmans (établis "califes" de Dieu sur terre) et les chrétiens (constitués "fils adoptifs" du Père par grâce) ont la responsabilité de porter le monde à sa perfection "pour la plus grande gloire de Dieu". Il s'agit donc d'y assurer au mieux le 'service' de tous les hommes", y compris les marginaux et les laissés pour compte, au nom de cette même commune dignité. Tous sont appelés à défendre également cette valeur fondamentale qu'est la vie: ils refusent l'avortement, la stérilisation et l'euthanasie, et toute forme d'eugénisme. Par suite, ils reconnaissent au mariage et à la famille leur éminente dignité. Tous aussi soucieux d'instruction et d'éducation, ils peuvent travailler ensemble à l'essor de la culture et des beaux arts, dans tous les domaines de la créativité humaine. Egalement convaincus que les humains ne sont que les usagers des richesses de ce Bas-Monde, ils s'efforcent ensemble d'en assurer une équitable redistribution dans un esprit de justice et de charité. Dépositaires de messages de paix, ils s'emploient également à garantir une certaine harmonie des communautés politiques, de sorte que se réalise toujours plus une réelle communauté des nations, seule garantie d'une paix internationale.

Mais, comme le disait Jean Paul II aux 100.000 jeunes musulmans venus l'écouter au stade de Casablanca, le 19 août 1985, "l'homme ne saurait jamais se contenter de progrès matériel et culturel": il a besoin de nourritures spirituelles et c'est pourquoi musulmans et chrétiens ont peut-être à profiter de la situation nouvelle créée par les migrations contemporaines, où que ce soit, pour se rencontrer et échanger sur le plan supérieur de leur commune "quête de Dieu". Les jalons ne manquent pas pour un dialogue spirituel "en esprit et en vérité" entre croyants

sincères qui se respectent et entendent pratiquer une saine émulation dans le respect réciproque. N'ont-ils pas déjà beaucoup à se dire à propos des Beaux Noms de Dieu quand ils oeuvrent ensemble pour l'humanité et pour leurs frères? "Science, justice, bonté, bénignité, bienfaisance, miséricorde, pardon" sont autant d'attributs divins que les humains sont capables de refléter en leur agir quotidien. Les croyants peuvent aussi partager ce qu'ils savent ou découvrent du "mystère de Dieu", d'autant plus que les mystiques des deux traditions religieuses leur ont fait bien des confidences en ce domaine. Le "don de la Parole" peut inciter les uns et les autres au partage de leurs exégèses originales et de leurs méditations scripturaires, tout comme le "rôle des Prophètes" dans l'histoire sainte reste à élucider quant à leur message et à leur exemple. Musulmans et chrétiens n'auraient-ils pas un peu plus à se dire à propos d'Adam, d'Abraham, de Moïse et surtout de Jésus? Quant au "rôle des communautés religieuses", l'Eglise des chrétiens et la *Umma* des musulmans, des rapprochements historiques et des perspectives œcuméniques permettraient sans doute d'en préciser l'importance. N'y a-t-il pas des musulmans sincères qui voudraient que la *Umma* ne soit plus un ensemble unitaire juridico-politique, mais plutôt une "communauté d'adoration et de témoignage"? Et les "secrets de la prière" pourraient être partagés, si les uns et les autres étaient plus assidus à la méditation et au pèlerinage: les livres de liturgie et de dévotion n'en constituent-ils pas un trésor inépuisable? Et les "voies de la sainteté" parcourues par les ascètes et les mystiques des deux traditions ne constituent-elles pas, elles aussi, un lieu de partage existentiel, même si les étapes et les stations s'y révèlent finalement très différentes?

6. Défi politico-religieux ou mystico-spirituel?

Il est certain que ces perspectives de dialogue positif dans tous les domaines du progrès matériel et technologique, culturel et artistique, religieux et mystique, sont aujourd'hui récusées par une partie importante du monde musulman, celle de ses intégristes et de ses fondamentalistes qui font une lecture idéologique des sources de leur foi. Le Coran et la Sunna sont alors lus en dehors de leur contexte historique et l'Etat naissant de Médine (de la migration de Mahomet, en 622, à la mort du 4^{ème} calife "bien dirigé", 'Alî, en 661) est considéré comme le modèle qu'il s'agit de restituer à l'islam moderne. Le paradoxe réside dans le fait que les penseurs de ces tendances extrémistes ont presque tous vécu en Occident pour y apprendre à maîtriser la modernité et ses techniques, pour en conclure que les modèles occidentaux de développement, dans tous les domaines, sont inadéquats pour les sociétés musulmanes. L'échec partiel des promesses

faites par les artisans des indépendances nationales et la complexité des nouveaux problèmes qu'elles ont engendrés (démographie galopante et démesurée, urbanisation généralisée et dérégulée, scolarisation accélérée et défectueuse etc...) ont permis à ces penseurs de récuser les modèles occidentaux de développement et de démocratie généralement adoptés par leurs Etats modernes. C'est au nom d'un Islam qui aurait réussi dans le Haut Moyen-Age qu'ils entendent en faire revivre les règles et les idéaux pour restituer aux musulmans d'aujourd'hui leur gloire d'antan, l'islam étant alors considéré comme une idéologie supérieure au seul service de la volonté de Dieu (*Allâh*) exprimée dans la *Sharî'a*. Ils en réclament donc l'application intégrale, surtout en matière de statut familial (permission polygamique, pouvoir marital de répudiation, inégalités dans la succession) et de droit pénal (châtiments corporels et peine de mort pour adultère ou apostasie), sans parler de la restauration d'une "censure des mœurs" par des corps constitués comme en Arabie Séoudite. Ils s'opposent donc aux gouvernements en place, jugés par eux comme "païens d'avant l'islam" ou "à la solde de l'Occident", et recourent à l'action, violente ou pacifique, selon qu'ils appartiennent à de mouvements activistes ou dévotionnels.

Ainsi donc, s'appuyant sur les frustrations collectives que ressentent amèrement les masses musulmanes devant les promesses non tenues des bourgeoisies nationales et des socialismes interrégionaux, et profitant de la crise d'identité tant des sociétés occidentales que des populations musulmanes, les fondamentalistes modernes donnent à penser que tout serait résolu comme par enchantement si les pays islamiques appliquaient enfin de manière cohérente le projet initial de l'Islam tel qu'il s'exprime en sa *Sharî'a*, quitte à recourir pour cela au *jihâd* et à la guerre (défensive, préventive ou offensive selon les tendances). C'est là le programme de l'instituteur égyptien Hasan al-Bannâ (1906-1949), fondateur et organisateur des Frères Musulmans, tout comme c'est la pensée de Sayyid Qutb, l'idéologue des Frères, qui mourut dans les geôles de l'Egypte de Gamâl Abd-al-Nasser en 1966: l'Islam est à refaire et l'Etat de Médine est à reconstituer. Les Frères Musulmans existent aujourd'hui en grand nombre dans tout le monde arabe et se recrutent principalement dans une classe moyenne modernisée et désenchantée, prompte à tous les volontariats au nom de la religion: leur mouvement prend d'ailleurs des colorations très diversifiées selon les pays, mais leur pensée est largement diffusé par les prêches du vendredi qu'on se répète, par les cassettes qu'on se colporte et par les livres de poche que l'on se prête. Au Pakistan, tout un parti politique influent entend actualiser le programme et l'idéal d'Abû l-A'là al-Mawdûdî (1903-1979) dont la pensée fondamentaliste est aujourd'hui

traduite partout en arabe, tout comme elle sert de modèle aux partis islamistes de l'islam asiatique, de Karachi à Djakarta. L'Iran enfin, et le Liban à sa suite, avec son Hizb Allâh, exaltent les affirmations shî'ites d'un Islam intègre et pur, tel qu'entendent le promouvoir les successeurs du grand *faqîh* al-Khumaynî (1902-1989) à la tête de la République islamique d'Iran. Les mouvements de résistance à outrance de la Palestine occupée, le Front Islamique du Salut et les Groupes Islamiques Armés en Algérie et les sections terroristes d'al-Qâ'ida d'Usama Bin Laden s'inspirent tous, plus ou moins, de la même revendication fondamentale, à côté de partis politiques non violents qui s'efforcent de respecter le jeu démocratique tout en affirmant leur irréductible opposition: qu'ils soient arabes, pakistanais ou iraniens, ces "islamistes" voudraient restituer à l'Islam la gloire qu'Allâh lui a promise en appliquant strictement sa *Sharî'a*. Tous reprennent, à leur façon, l'interprétation intransigeante de cette même *Sharî'a* qu'en a faite, en son temps, le hanbalite Ibn Taymiyya (1263-1328) et qui est au cœur du réformisme wahhâbite et puritain de l'Arabie Séoudite actuelle, ainsi que de la doctrine commune de l'omniprésente Ligue du Monde Musulman. Tel est donc le défi politico-religieux que se doivent d'affronter partout les chrétiens et les musulmans de dialogue grâce à une relecture critique de leurs histoires respectives: si quelques pays, surtout arabes, sont redevenus massivement musulmans (c'est le cas de l'Afrique du Nord), la majeure partie de la planète voit partout se développer des sociétés pluralistes où hommes et femmes de toutes religions ont à organiser leur "vivre ensemble" conformément à la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme. Qui ne voit qu'il s'agit là d'un défi spirituel et mystique tout à la fois? C'est bien à cela que sont invités les croyants de bonne volonté, nonobstant les difficultés du moment, et les voies d'une telle entreprise ont été entrevues dans les paragraphes précédents.

Conclusion

Tout ce qui vient d'être dit devrait permettre une appréciation objective, réaliste et prometteuse de la situation nouvelle qu'est cette présence de communautés musulmanes immigrées en Occident. Leur intégration réussie pourrait alors être "une chance pour l'Islam" lui-même, en ce sens que, les conditions d'un "vivre ensemble" étant enfin réunies dans les sociétés occidentales, un modèle original de société pluraliste pourrait ainsi être proposé aux pays musulmans eux-mêmes. Il convient donc de tout tenter pour faire en sorte que cette intégration se fasse dans les meilleures conditions. On a vu plus haut quels sont les nombreux problèmes que les instances politiques, culturelles et religieuses devraient prendre en

considération pour réduire les risques de conflit et multiplier les chances de solutions équitables qui tiennent compte, en même temps, des exigences de la démocratie occidentale et de l'identité religieuse des musulmans. L'accueil et l'intégration de ces derniers suppose que, des deux côtés, il y ait une volonté affirmée de coopération à tous les niveaux et dans tous les domaines, sans que, d'un côté, la peur des "nouveaux venus" musulmans et de leurs habitudes culturelles n'engendre, à leur rencontre, un regain d' "islamophobie" occidentale ou chrétienne, et sans que, de l'autre côté, l'anathème ne soit jeté sur les valeurs d'une société occidentale que certains responsables musulmans risqueraient de refuser au nom d'une identité rigidement confondue avec une Loi islamique intangible et immuable. Les responsables politiques et religieux ont ici un rôle important à jouer, qu'ils se doivent d'assumer avec courage: il s'agit d'éduquer les uns et les autres à se connaître, à se comprendre, à se respecter, à s'estimer et à s'entraider dans le cadre d'une société pluraliste où les règles de la démocratie sont librement acceptées par tous. En effet, nombreux sont, parmi les musulmans, les intellectuels et les "hommes de religion" qui reconnaissent aujourd'hui qu'ils peuvent vivre sereinement leur islam dans la société démocratique occidentale, car les valeurs de celles-ci correspondent, quant à l'essentiel, à celles de leur religion elle-même. Tout ne dépend-il pas alors d'une saine interprétation des textes fondateurs de celle-ci et d'une volonté renouvelée d'en extraire des règles valables pour un nouvel humanisme d'expression religieuse et personaliste? Encore faut-il se refuser de dénigrer la culture ou la religion des autres, en l'accusant de décadence ou d'archaïsme: ce sont des propos que l'on entend encore trop souvent aujourd'hui, hélas! Le dialogue des cultures exige de tous un même effort de rencontre et de collaboration au service de ces valeurs que Jean Paul II exaltait dans le Message dont on a déjà parlé, valeurs qui sont communes à tous les vrais croyants et qui ont pour nom "la solidarité, la justice, la paix, la vie, l'éducation, le pardon et la réconciliation". Il s'agit là de la "civilisation de l'homme", de l'homme tel que Dieu l'a voulu, créé et aimé, une civilisation qui transcende les conflits et tend à l'harmonie entre les cultures au nom d'un humanisme réconcilié avec la modernité et enraciné dans les valeurs universelles de toutes les religions.

Bibliographie

ABU-SAHLIEH, Sami Aldeeb. *Le droit musulman de la famille et des*

- successions à l'épreuve des ordres juridiques occidentaux*. Zurich: Schulthess, 1999.
- ANSARY, Abdou Filali *L'Islam est-il hostile à la laïcité?*. Casablanca: Le Fennec, 1997.
- BABÈS, Leïla. *L'Islam positif*. Paris: L'Atelier, 1997.
- _____. et OUBROU, Tareq. *Loi d'Allah, loi des hommes*. Paris: Albin Michel, 2002.
- BENCHEIKH, Suheib. *Marianne et le Prophète (L'Islam dans la France laïque)*. Paris: Grasset, 1998.
- BOUBAKEUR, Dalil. *Les défis de l'Islam*. Paris: Flammarion, 2002.
- BOUTAËB, Abdelhadi. *Le monde islamique et le projet de nouvel ordre mondial*. Paris: PUF, 1995.
- BURGAT, François *L'Islamisme en face*. Paris: La Découverte, 1995.
- CARRÉ, Olivier. *Mystique et politique: lecture révolutionnaire du Coran par Sayyid Qutb, Frère Musulman radical*. Paris: Cerf, 1984.
- CHARFI, Mohammed *Islam et liberté (Le malentendu historique)*. Paris: Albin Michel, 1998.
- DJAÏT, Hichem. *La personnalité et le devenir arabo-islamique*. Paris: Seuil, 1974.
- FITZGERALD, Michael L. *Dieu rêve d'unité (Les catholiques et les religions: les leçons du dialogue)*. Paris: Bayard, 2005.
- Interfaith Dialogue: A Catholic View*. New York: Orbis Books, 2006.
- KALTENBACH, Jeanne Hélène et TRIBALAT, Michèle. *La République et l'Islam, entre crainte et aveuglement*. Paris: Gallimard, 2002.
- KEPEL, Gilles. *Jihad, expansion et déclin de l'islamisme*. Paris: Gallimard, 2000.
- _____. *Fitna, Guerre au cœur de l'Islam*. Paris: Gallimard, 2004.
- LAMCHICHI, Abderrahim. *Islam, Islamisme et Modernité*. Paris: L'Harmattan, 1994.
- MEDDEB, Abdelwahab. *La maladie de l'Islam*. Paris: Seuil, 2002.
- PLATTI, Emilio. *Islam... étrange?*. Paris: Cerf, 2000.
- _____. *L'Islam, ennemi naturel?*. Paris: Cerf, 2006.
- RAMADAN, Tariq. *Islam, le face à face des civilisations (Quel projet pour quelle modernité?)*. Lyon: Tawhid, 1995.
- _____. *Les musulmans dans la laïcité*. Lyon: Tawhid, 1997.
- _____. *Aux sources du renouveau musulman: d'al-Afghânî à Hasan al-Bannâ, un siècle de réformisme islamique*. Paris: Bayard, 1998.

SAINT-BLANCAT, Chantal. *L'islam de la diaspora*. Paris: Bayard, 1997.

TALBI, Mohammed. *Penseur libre en Islam et Plaidoyer pour un islam moderne*. Paris: Albin Michel, 2002.

TERNISIEN, Xavier. *La France des mosquées*. Paris: Albin Michel, 2002.

TOSCANE, Luiza *L'Islam, un autre nationalisme?*. Paris: La Découverte, 1995.